

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/40
10 décembre 2002

(02-6820)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

INTERVENTION DE L'INDE AU SUJET DE LA PROPOSITION DES CE INTITULÉE "NÉGOCIATIONS DE L'OMC CONCERNANT L'ACCORD DE L'OMC SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES" (TN/RL/W/30)

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 novembre 2002.

Nous remercions les Communautés de leur communication TN/RL/W/30. Comme nous n'avons pas eu assez de temps pour l'examiner en détail, nos observations auront un caractère préliminaire. Nous présenterons des observations plus détaillées sur certains aspects de ce document à la prochaine réunion du Groupe de négociation sur les règles. Nous souhaitons aussi remercier les Communautés de leur déclaration liminaire, dans laquelle elles ont informé les Membres de leur politique stricte en matière de subventions.

M. le Président, cette réunion est particulièrement difficile pour nous. Nous aurions préféré que les délibérations du Groupe de négociation sur les règles en restent au plan technique, mais la dernière communication des Communautés nous oblige à nous écarter à contrecœur de cette position. En raison de la nature de certaines suggestions présentées dans cette communication, il est devenu inévitable que des questions non techniques fassent désormais l'objet des délibérations du Groupe.

Les Communautés ont cherché à élargir la portée de ce qu'on appelle le "régime de protection" prévu dans la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant au point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. La restriction figurant au point k) ne s'applique qu'aux dispositions en matière de taux d'intérêt et non pas, pour l'instant, aux garanties à l'exportation, aux primes de risque et à l'"alignement". En un mot, le "régime de protection" concerne certains types de financement des exportations, tandis que les autres restent des subventions à l'exportation prohibées. Si la portée et le champ d'application de ce régime étaient élargis, il y aurait d'autres types de financement des exportations qui ne seraient pas considérés comme des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Cela accroîtrait la souplesse dont disposent certains pays pour accorder de telles subventions à l'exportation.

La question qu'il faut examiner est donc la suivante: quels sont les pays qui seraient avantagés par une telle souplesse accrue? Ce sont manifestement les pays qui participent à l'Arrangement de l'OCDE pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Les pays en développement n'auraient rien à gagner de la souplesse accrue qui pourrait éventuellement résulter de la fixation de règles cohérentes pour tous les types de financement des exportations. Il ne peut y avoir de meilleur exemple de disposition inverse en matière de traitement spécial et différencié destinée à avantager les pays développés.

Il n'est peut-être pas inopportun de rappeler qu'aucun engagement n'a été pris en vue de supprimer le régime de protection concernant le financement des exportations.

Dans leur communication, les Communautés disent qu'il faut examiner la dimension environnementale des subventions et, en particulier, étudier de plus près comment aborder la question des subventions destinées à la protection de l'environnement, après l'expiration de l'article 8 de l'Accord SMC. Cela aboutirait peut-être à ce que, de nouveau, ces subventions ne puissent plus donner lieu à une action. Quels sont les pays qui utiliseraient concrètement la souplesse offerte pour accorder de telles subventions? Évidemment pas les pays en développement. Non pas parce qu'ils sont moins soucieux de protéger l'environnement, mais parce qu'ils ont des contraintes financières qui ne leur laissent guère de ressources pour de telles subventions une fois qu'ils ont pourvu à leurs besoins de développement.

M. le Président, le bref argument que nous présentons est que certaines suggestions des Communautés, si elles étaient mises en œuvre sous la forme de dispositions nouvelles de l'Accord SMC, placeraient manifestement un groupe de pays dans une position avantageuse par rapport aux pays en développement en ce qui concerne la souplesse offerte pour accorder des subventions.

Nous abordons à présent d'autres suggestions faites par les Communautés pour démontrer le caractère déséquilibré de leur communication. Elles disent qu'un ensemble de dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié pour les pays en développement serait strictement temporaire et ne s'appliquerait que dans des circonstances bien définies. Il s'agit d'une tentative pour restreindre encore davantage les possibilités dont les pays en développement disposent pour accorder des subventions indispensables à la réalisation de leurs objectifs en matière de développement. Ces pays souffrent de désavantages structurels permanents. Il n'est donc peut-être pas opportun d'envisager un ensemble de mesures relatives au traitement spécial et différencié pour une période temporaire seulement.

Conformément à leurs communications antérieures, les Communautés ont répété leur approche en deux étapes consistant à répondre aux préoccupations des pays en développement une fois que des règles applicables à tous les Membres auront été fixées d'un commun accord. Nous nous sommes opposés à cette approche, comme de nombreux autres pays. Nous exprimons à nouveau de vives réserves à l'encontre de négociations qui seraient engagées dans ce sens. Tout ensemble négocié doit nécessairement comporter un équilibre de droits et d'obligations. Les pays en développement seraient fortement désavantagés s'il leur était demandé de contracter de nouvelles obligations sans avoir l'assurance que leurs préoccupations seront prise en compte de manière satisfaisante à la fin des négociations, à l'issue d'un accord sur des règles applicables à tous les pays. Le processus de négociation devrait, autant que possible, progresser de façon simultanée sur ces deux voies: les règles applicables à tous les Membres et l'ensemble de dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié.

M. le Président, au risque de nous répéter, nous disons à nouveau que, si certaines des suggestions faites par les Communautés étaient mises en œuvre sous la forme de nouvelles disciplines, cela risquerait d'avoir des effets contrastés sur les pays en développement et les autres pays. Premièrement, les pays de l'OCDE y gagneraient une plus grande souplesse pour accorder des financements à l'exportation, qui ne seraient peut-être plus prohibés. Deuxièmement, certains pays, qui n'incluraient certainement pas la majorité des pays en développement, pourraient à nouveau y gagner la souplesse d'accorder d'autres types de subvention qui n'ont guère de rapport avec le développement. Troisièmement, rien n'indique que ces souplesses ne seraient disponibles que pour une période temporaire. Par contre, on cherche à limiter les options et la souplesse dont les pays en développement disposent pour leur politique de développement. Il y a même la menace que l'ensemble des dispositions en matière de traitement spécial et différencié ne soit que temporaire.

N'est-ce pas là une situation paradoxale dans ce qu'on appelle le "Programme de Doha pour le développement"?

Nous avons entendu dans le passé les Communautés affirmer ici leur détermination à prendre en compte et à résoudre les problèmes et les préoccupations des pays en développement. Nous avons d'ailleurs exprimé, à la réunion précédente du Groupe de négociation sur les règles, l'espoir que cette détermination se traduirait par des actes concrets. Dans ce contexte, la dernière communication des Communautés nous a immensément déçus, nous et d'autres pays en développement. Ajoutée à l'absence de progrès dans l'examen des questions qui concernent les pays en développement, elle nous oblige à tirer une seule conclusion: le Programme de Doha pour le développement n'est qu'un simple discours, vide de substance et de sens pour les pays en développement, qui seraient tenus de contracter de nouvelles obligations, tandis qu'un groupe limité de pays acquerrait des droits leur offrant une souplesse accrue pour accorder certaines subventions, dont certaines sont actuellement prohibées.

Il est clair qu'on cherche à donner l'extrême onction à la dimension développement avant de s'en débarrasser. Si les propositions des Communautés devaient se réaliser, il y aurait, du point de vue des pays en développement, un grave déséquilibre entre ce qu'on pourrait leur demander de concéder et ce qu'on pourrait leur offrir en retour. Ce n'est assurément pas ce qui est prévu dans le mandat de Doha sur les règles, où il est dit que les négociations doivent tenir compte des besoins des pays en développement.

M. le Président, nous avons certaines préoccupations systémiques à propos de la suggestion des Communautés consistant à établir des règles claires et cohérentes pour tous les types de financement des exportations, si ces disciplines sont préalablement discutées et décidées à l'OCDE ou si l'on cherche, d'une manière ou d'une autre, à donner aux dispositions pertinentes de l'OCDE un statut d'antériorité par rapport à l'Accord SMC. L'expérience des pays en développement à ce sujet est loin d'être satisfaisante. Les dispositions actuelles de l'OMC relatives aux crédits à l'exportation ont été virtuellement reprises de certaines dispositions de l'OCDE. Par conséquent, l'ensemble des Membres du GATT, à l'exception de quelques pays choisis, n'a eu aucun rôle dans la négociation de ces dispositions. Nous voulons éviter que cette expérience insatisfaisante se reproduise. Les négociations à l'OCDE ne sont pas un processus ouvert à tous, car la plupart des pays en développement ne participent pas aux délibérations. Nous ne pouvons avoir une situation dans laquelle les dispositions d'un arrangement qui a été ou sera peut-être conclu à l'OCDE par quelques pays à l'exclusion de la grande majorité des Membres de l'OMC seraient incorporées dans l'Accord SMC de manière à modifier les droits et obligations de tous les Membres. Ce qu'on demande en fait aux pays en développement, c'est de renoncer à leurs droits de négocier des dispositions concernant les crédits à l'exportation, si la portée de ce qu'on appelle le régime de protection relatif à ces crédits est élargie à d'autres formes de financement des exportations conformément à l'Arrangement de l'OCDE.

Une autre préoccupation relative au Consensus de l'OCDE est que les pays non membres de l'OCDE ne connaissent pas les détails de l'Arrangement. Par exemple, dans quelles circonstances l'"alignement" est-il permis? Comment est calculé le taux d'intérêt commercial de référence? En quoi consistent les opérations des "guichets commerciaux"? Les questions sont nombreuses, alors que les pays non membres de l'OCDE n'ont que très peu d'informations sur les dispositions et le fonctionnement de l'Arrangement. Ce serait une injustice flagrante d'attendre des pays non membres de l'OCDE qu'ils acceptent toute nouvelle inclusion dans les dispositions de l'Accord SMC d'un arrangement qui a été négocié sans leur participation et dont le fonctionnement leur est inconnu.

En conclusion, M. le Président, nous sommes vigoureusement opposés aux suggestions faites par les Communautés à propos du financement des exportations et de l'ensemble des dispositions en matière de traitement spécial et différencié et nous considérons qu'elles sont déséquilibrées et conçues

pour limiter les options offertes aux pays en développement, tout en visant à élargir la souplesse offerte aux pays développés pour accorder des subventions. L'Accord SMC tel qu'il se présente est déséquilibré en faveur des pays développés du fait de sa structure, du fait qu'il définit les subventions sur la base de la non-spécificité et du fait que les subventions énoncées à l'article 8.2 sont, en grande partie, des subventions accordées uniquement par les pays développés. Toutes ces propositions nouvelles ne feraient que déséquilibrer encore plus l'Accord en faveur des pays développés.

Enfin, M. le Président, ma délégation a une question à poser aux CE: la politique stricte des CE concernant les subventions, que la délégation des CE a évoquée en présentant le document, s'applique-t-elle uniquement aux produits industriels et s'étend-elle aussi aux produits agricoles?
